

Association des habitants du quartier de la Grande Ceinture (AGC)

Projet d'intervention de Bernard Usquin, président de l'AGC,
à la réunion publique du 3 mai 2006, à Saint-Germain-en-Laye,
versé au débat public sous la forme d'une contribution.

5000 personnes habitent dans la zone couverte par notre association des quartiers Ouest de Saint Germain et beaucoup d'entre eux nous font confiance depuis de nombreuses années pour les représenter. Nous sommes en effet au cœur d'une tourmente puisque c'est chez nous que se télescopent les Nationale 13 et 184, dont personne ne conteste la saturation. Mais j'ai aussi conscience de m'exprimer ce soir au nom de milliers d'autres riverains qui habitent à proximité immédiate de ces mêmes Nationale dans d'autres communes, avec les mêmes problèmes que nous. Enfin, je voudrais aussi témoigner au nom des automobilistes que l'on entend peu dans nos débats. Je les vois chaque jour passer sous mes fenêtres, ceux qui se rendent à leur travail, ceux qui vont chercher leurs enfants à l'école ou les routiers d'Angleterre, du Tarn et Garonne ou des Pays Bas qui se retrouvent coincés dans le trafic, un peu ahuris tout de même de se retrouver immobilisés en pleine ville au milieu de leur périple au long cours entre le Nord et le Sud de l'Europe, alors qu'ils sont soumis à des contraintes de temps draconiennes ! Au total, combien de personnes impactées quotidiennement aujourd'hui par les saturations actuelles ? Certainement plus de 25000 habitants permanents situés dans la zone des 500m et au moins 50000 automobilistes chaque jour !

Grâce au débat, nous avons appris des Verts toutes les craintes à avoir sur la santé des milliers de victimes ainsi exposées. J'invite vraiment les défenseurs de l'environnement à venir vérifier dès demain la pollution et le bruit dans notre quartier, totalement exposé et sans protection possible, y compris pour les habitants des immeubles HLM qui bordent directement la 184. J'invite par ailleurs Mr. Le Maire de Conflans, que j'ai entendu dire publiquement qu'il pouvait rallier sa ville à Orgeval ou Cergy en moins de 6 minutes par la 184, à voyager autrement qu'en pleine nuit ou en respectant les limitations de vitesse, ce qui est la moindre des choses pour un élu !

Car il existe des partisans, officiels ou non, du statu quo, des gens qui pensent donc que tout va bien ! Ennemis résolus de l'automobile, ils préconisent que priorité soit donnée à l'extension des transports en commun. Sur le fond, nous partageons ce combat en réclamant le prolongement de la ligne tangentielle de Grande Ceinture afin de relier Saint Germain à Versailles, St Quentin en Yvelines et Cergy. Il est en effet urgent que le ridicule tronçon actuel, dont l'exploitation coûte fort cher au contribuable, soit relié aux radiales du réseau RER et prolongé pour permettre un véritable service de banlieue à banlieue. Nous espérons une décision rapide du Stif sur ce projet, mais celui-ci semble avoir d'autres priorités budgétaires !

Il est de toutes façons clair que cette réalisation espérée ne soulagera que très modestement les axes routiers de notre région. Le dossier fourni par le Maître d'Ouvrage pour la Francilienne chiffre à un maximum de 5000 véhicules par jour la diminution totale du trafic pour l'ensemble du réseau routier actuel en cas de poursuite de la Grande Ceinture, et à 45000 le nombre de véhicules sur la seule 184 à l'horizon 2020 si la Francilienne n'est pas prolongée ! Les chiffres parlent donc d'eux même pour démontrer ce que le bon sens nous fait tous percevoir : la Tangentielle ferroviaire, si elle voit jamais le jour, ne suffira même pas, hélas, à compenser l'augmentation naturelle du trafic routier individuel. Alors ne peut-on, pensent certains, au moins diminuer le nombre des poids lourds sur les routes en faisant passer du fret sur la ligne, ou en faisant du ferroutage ? A supposer que cette technique se mette soudain à séduire les transporteurs qui la boudent depuis 20 ans, qui osera proposer que de tels convois transitent toutes les ½ h., de nuit par surcroît, au coeur de quartiers totalement urbanisés comme les nôtres ? Nous serions là pour empêcher un tel scandale !

Alors, de grâce, ne noyons plus le poisson en récusant la nécessité du prolongement de la Francilienne, débattons de la meilleure façon de le faire et surtout, de le faire vite car chaque jour qui passe voit monter l'accumulation des nuisances pour tous. Certains sont en effet prompts à nous décrire de façon indignée l'impact sur les 20 à 30000 personnes qui habitent réellement dans la zone des 500m des tracés proposés (ils disent 200000, voire plus pour faire bonne mesure !) qu'aurait dans 15 ou 20 ans une Francilienne construite avec le maximum de précautions issues des techniques modernes, mais qu'ont-ils à nous dire de celui que subissent aujourd'hui et sans aucune protection des dizaines de milliers de riverains et d'automobilistes ? Il faut donc y aller et faire vite !

La seule question à se poser reste celle du tracé. Le problème est à l'évidence suffisamment complexe pour que nous ne prétendions pas qu'une solution

surclasse sans débat toutes les autres. Seuls les tracés violet et noir relèvent de la provocation. Le choix entre les tracés rouge, vert ou bleu est un compromis qui doit, pour ce qui nous concerne, être déterminé par trois paramètres prioritaires :

- la rapidité de leur mise en oeuvre
- le taux de délestage de la N184 qu'ils procurent
- l'intégrité de la forêt de St. Germain.

Dans l'état actuel des projets, le tracé rouge est celui qui nous paraît satisfaire le mieux à ces trois critères, c'est donc celui que nous défendons. Par leur pugnacité les populations impactées (environ 25000 en utilisant la norme des 500m.) ont obtenu de telles améliorations sur ce tracé que leur coût, rapporté à l' »habitant protégé », fera sans nul doute date dans les annales des grandes infrastructures routières ! Nous sommes néanmoins solidaires, et pour cause, des quelques habitations qui seraient encore directement impactées par sa construction et demandons que soient prises pour elles toutes les mesures susceptibles de rendre le passage de l'autoroute (je cite le Copra...) « inaudible, inodore et invisible », alors que nous mêmes subissons (en nombre au moins équivalent) celui de la N184 de plein fouet, quotidiennement et à moins de 10m de nos fenêtres depuis 30 ans, de façon bien audible, odorante et visible !

Mr. Bergougnoux, vous êtes dans le rôle difficile de l'arbitre. Vous allez avoir à dire où est l'intérêt général. Nous attendons avec confiance le jugement de votre commission, en priant surtout pour qu'elle soit suivie d'une décision de l'Etat d'aller rapidement de l'avant. Quant à ceux qui pensent, pour beaucoup avec sincérité, défendre leurs concitoyens en utilisant des arguments et des chiffres factuellement faux favorisant de fait le statu quo, et ont ainsi fait subir à des milliers d'autres des décennies de nuisances, nous espérons qu'ils auront l'intelligence et le civisme d'accepter à temps le compromis qui permettra d'éviter l'asphyxie définitive de leur région.

Bernard USQUIN
Président AGC